

On prétendait à ce moment qu'il n'y en aurait pas. Mais il était entendu qu'on ne nous demanderait pas de le solder s'il y en avait un. Encore, assez récemment, le premier ministre a dit que ce n'était pas son intention de demander au gouvernement fédéral de les aider à combler le déficit. Cependant, si le député veut absolument que nous dépensions de l'argent pour des causes où cela n'est pas requis, qu'il le dise carrément, mais ni le premier ministre Bourassa, ni le maire Drapeau, ni les gens de COJO ne nous ont demandé de solder le moindre déficit. Ils savent que nous avons participé et que nous continuons de participer très largement à la tenue des Jeux, ils nous en sont reconnaissants.

* * *

[Traduction]

AIR CANADA

LE RAPPORT ESTEY—LA MISE EN ŒUVRE DES RECOMMANDATIONS

M. Elmer M. MacKay (Central Nova): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Étant donné les questions toujours plus nombreuses que les media, le dernier numéro du *Financial Post* par exemple, posent sur la teneur du rapport du juge Estey, étant donné également les difficultés bien connues que la traduction pose au gouvernement, et aussi, bien sûr, le fait que le gouvernement lui-même connaît le rapport, le ministre ne convient-il pas qu'il vaudrait mieux prendre bientôt une décision sur les recommandations au lieu d'attendre le dépôt officiel qui pourrait ne pas avoir lieu avant des semaines?

L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'ai dit en réponse à la première question à ce sujet, la semaine dernière, je crois, que nous avions l'intention d'étudier le rapport même s'il était en cours d'impression et de traduction.

M. MacKay: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. La réponse du ministre me rassure; je le répète, je me rends compte que le gouvernement a des problèmes et je ne m'attends pas à ce que le ministre fasse des miracles pour présenter le rapport à la Chambre. Mais une fois encore, je lui demande s'il est disposé à admettre que le retard apporté à la publication du rapport est à bien des points de vue fort préjudiciable à la compagnie aérienne? Je lui demande à nouveau s'il songe à adopter des mesures précises pour mettre en œuvre certaines recommandations sur une question de grande importance touchant notre compagnie aérienne nationale?

M. Lang: Monsieur l'Orateur, il va sans dire que le tort qui risque d'être causé me préoccupe beaucoup et je devrai peut-être songer à faire certaines remarques sur le bon fonctionnement de la compagnie aérienne qui est manifeste. Toutefois, je devrai y réfléchir en prenant connaissance des articles en question.

Questions orales

L'INDUSTRIE

L'OPPORTUNITÉ DE STIMULANTS À LA PRODUCTIVITÉ

L'hon. George Hees (Prince-Edward-Hastings): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné que le président du Conseil économique du Canada a déclaré dans son dernier rapport que la productivité du Canada était tombée à un niveau qui est presque le plus bas de tous les pays industrialisés et que la production par heure-homme a réellement baissé l'an dernier, ce qui représente la première baisse depuis 15 ans, le premier ministre songerait-il à proposer le versement de stimulants industriels qui seraient proportionnels au taux d'augmentation de la productivité afin de faire baisser les frais qui déterminent les prix, freiner l'inflation et favoriser un plus fort volume de ventes de produits canadiens aussi bien chez nous que sur les marchés étrangers?

● (1430)

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, l'esprit qui sous-tend la question est louable et constructif. Je crois qu'il est très important d'accroître la productivité. Je ne me lancerais pas dans une discussion détaillée des raisons pour lesquelles certains pays européens ont de l'avance sur nous à ce point précis du cycle de productivité. Comme le député le sait, à chaque remontée du cycle, la productivité a tendance à augmenter. Nous avons confiance que cela se produira au Canada. L'idée des stimulants est valable. Connaissant l'intérêt que le député porte à cette question, j'ai demandé au personnel du Conseil privé et du ministère des Finances de l'examiner.

Le député remarquera qu'il y a déjà, bien sûr, dans les lignes directrices telles que nous les avons publiées, des stimulants à la productivité sur le marché pour les entreprises qui produiront vraiment davantage. Nous étudierons d'autres moyens constructifs d'atteindre ce résultat. Il est très important de reconnaître que nous devons accroître sérieusement la productivité.

* * *

LA GENDARMERIE ROYALE

LA SURVEILLANCE DE CERTAINS CANADIENS D'ASCENDANCE ARABE—DEMANDE D'EXPLICATIONS

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au solliciteur général. Elle découle de la publication, dans le *Globe and Mail*, d'un article qu'il connaît très bien et qui fait planer un doute terrible sur des milliers de Canadiens d'origine arabe. Le ministre accepterait-il de faire la lumière sur cette histoire et de préciser tout au moins si ces 14 personnes sont vraiment sous surveillance, comme le prétend M. Toupin, directeur de la sécurité dont on vient d'apprendre l'existence, ou si elles ne le sont pas, comme il l'a lui-même déclaré?

L'hon. Warren Allmand (solliciteur général): Monsieur l'Orateur, la Gendarmerie royale m'a dit que les Canadiens d'origine arabe ne tramaient aucun complot, contrairement à ce que prétendait l'article du *Globe and Mail* de l'autre jour. Elle m'a également dit qu'elle surveillait de près tout genre de complot terroriste au Canada, en raison, particulièrement, de la tenue prochaine des Jeux olympiques. À l'heure actuelle, il n'existe aucun complot comme celui dont l'article faisait état.